

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Haiti-Questions-sur-la-tragedie-haitienne>

-Haïti-Questions sur la tragédie haïtienne

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : jeudi 4 mars 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Pierre BEAUDET

[Alternatives](#), Montreal, mardi le 2 mars 2004

[Leer en español](#)

La majorité des Haïtiens et de ceux et celles qui ont travaillé avec eux célèbrent la fin d'un régime déliquescence, imprévisible et violent, responsable de graves exactions et de constantes violations de droits humains. Mais les conditions dans lesquelles s'est fait ce qu'il faut bien appeler un coup d'état laissent perplexes et inquiets par rapport à l'avenir du pays.

La première question qui se pose concerne le renversement même du président élu Jean-Bertrand Aristide. Aux dernières nouvelles, il aurait été mis dans l'avion menottes aux mains par des agents américains. Tout au cours des dernières semaines, les États-Unis et leurs alliés sont restés passifs devant la militarisation en Haïti alors qu'une poignée d'hommes en armes, menés par des personnages douteux, ont « libéré » le nord du pays, et en se livrant à des violences et des pillages. D'autre part, pourquoi le compromis élaboré par les pays de la région regroupés sous l'égide de la CARICOM n'a pas été respecté ? Certes, l'opposition politique n'a pas accepté ce compromis et a préféré miser sur les groupes armés, mais était-ce suffisant pour que les principaux pays concernés dont les États-Unis, la France et le Canada restent passifs ? On ne peut que s'interroger sur les conséquences d'un coup mené par des paramilitaires sinistres. On verra à plus long terme si les démons ne sont pas entrés par la porte d'en arrière alors que le loup partait par la porte de devant.

Qui peut renverser les gouvernements élus ?

Les conséquences pourraient être plus graves que l'on ne le pense, y compris dans la région. Après tout, les États-Unis sont capables de délégitimer bien des gouvernements, sous divers prétextes. Certes, Aristide pratiquait la, mais cette gouvernance terrible avait le désavantage d'irriter les grandes puissances, ce qui n'est pas le cas avec tant d'autres gouvernants mal-aimés et mal-gérés. Les gouvernements de Menem en Argentine, de Fujimori au Pérou et d'autres ont mené chacun à leur manière leurs pays à la ruine, mais c'était nos « amis ». On les a laissés en place, jusqu'à temps que des mobilisations populaires les mettent dehors. Qui va décider qui est légitime ou pas et comment ? La question est pertinente au moment où les forces d'opposition à Hugo Chavez se remettent à demander le départ du président vénézuélien ? Les événements pourraient être un incitatif à des forces qui voudraient militariser cette confrontation.

Quelle reconstruction ?

Maintenant que le « démon » est parti, chacun promet une aide généreuse pour la reconstruction du pays. Mais où étaient Washington, Paris et Ottawa lorsque le pays a sombré dans une lente et dramatique chute depuis dix ans ? Est-ce que les mêmes beaux discours n'avaient pas été prononcés au moment du premier gouvernement d'Aristide ? Mais la plate réalité est que personne n'a vraiment aidé le peuple haïtien dans ses années de misère. Dans un document d'une rare lucidité, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) avouait récemment avoir raté le coche : « Les donateurs ont été incapables d'engager une relation de coopération avec le gouvernement haïtien menant à une véritable lutte contre la pauvreté. Les causes sont nombreuses et ne trouvent pas leur source uniquement du côté haïtien. La cohérence et la cohésion de la coopération internationale a souvent laissé à désirer et la tendance à la substitution et à l'utilisation de la conditionnalité se sont avérées des stratégies peu efficaces. » En clair, on a laissé sombrer dans l'oubli. Tous les prétextes ont été utilisés pour couper l'aide internationale, y compris de vraies raisons compte tenu de la nature déliquescence du régime. Les donateurs ont fait preuve d'une analyse très partielle des causes complexes de la réalité, notamment la dégradation économique, sociale et

environnementale dont a hérité le gouvernement Aristide. Et qui avait été elle-même le résultat d'années de complaisance des principales puissances impliquées, notamment les Etats-Unis et la France, envers la dictature terrible qui a perduré à l'ombre du papa et du fils Duvalier. Lorsque Aristide est arrivé au pouvoir, on a pensé qu'un « quick fox » était possible ce qui permettrait, du point de vue américain, d'éliminer la menace d'un exode massif (les boat people haïtiens), sans penser à ce qu'il fallait faire pour réellement reconstruire le pays. Au bout la ligne, c'est le peuple qui a payé. Et aujourd'hui, on voudrait qu'on oublie tout cela et qu'on dise bravo, on va sauver !

Quelle démocratie ?

Le peuple a eu plus que son lot de misères, d'exactions, de violences. Le deux centième anniversaire de la lutte des esclaves africains qui avaient imposé la première république de l'hémisphère devrait cependant faire réfléchir ceux qui pensent qu'il s'agit d'un peuple de perdants qui ne peut mieux espérer qu'une recolonisation douce, sous le couvert de l'« ingérence humanitaire ». Durant les dernières années, les ont empêché le retour des Duvaliéristes (qui avaient renversé Aristide dans l'indifférence quasi générale des grandes capitales). Par après, ils ont résisté aux dérives d'Aristide. Il serait surprenant qu'ils se laissent mener par une bande de voyous armés. L'opposition politique qui s'appête à prendre le pouvoir doit savoir que la démocratie et la réelle participation des citoyens pourront ramener la paix dans la perle des Antilles.